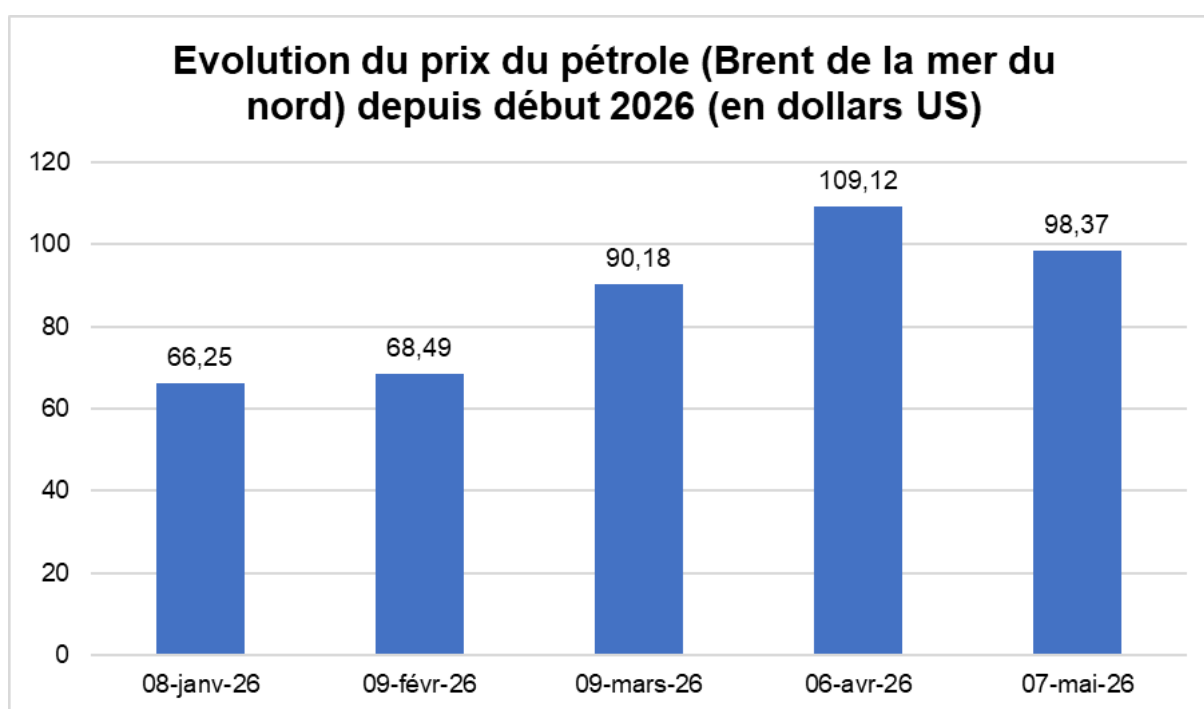


Prix du carburant : agir pour le pouvoir d'achat et la transformation écologique

L'augmentation des prix du carburant frappe durement le pouvoir d'achat des ménages. Pour l'UNSA, des mesures temporaires et ciblées doivent être prises pour soutenir les travailleurs et les plus modestes ainsi qu'une impulsion plus importante pour favoriser les mobilités douces et électriques.

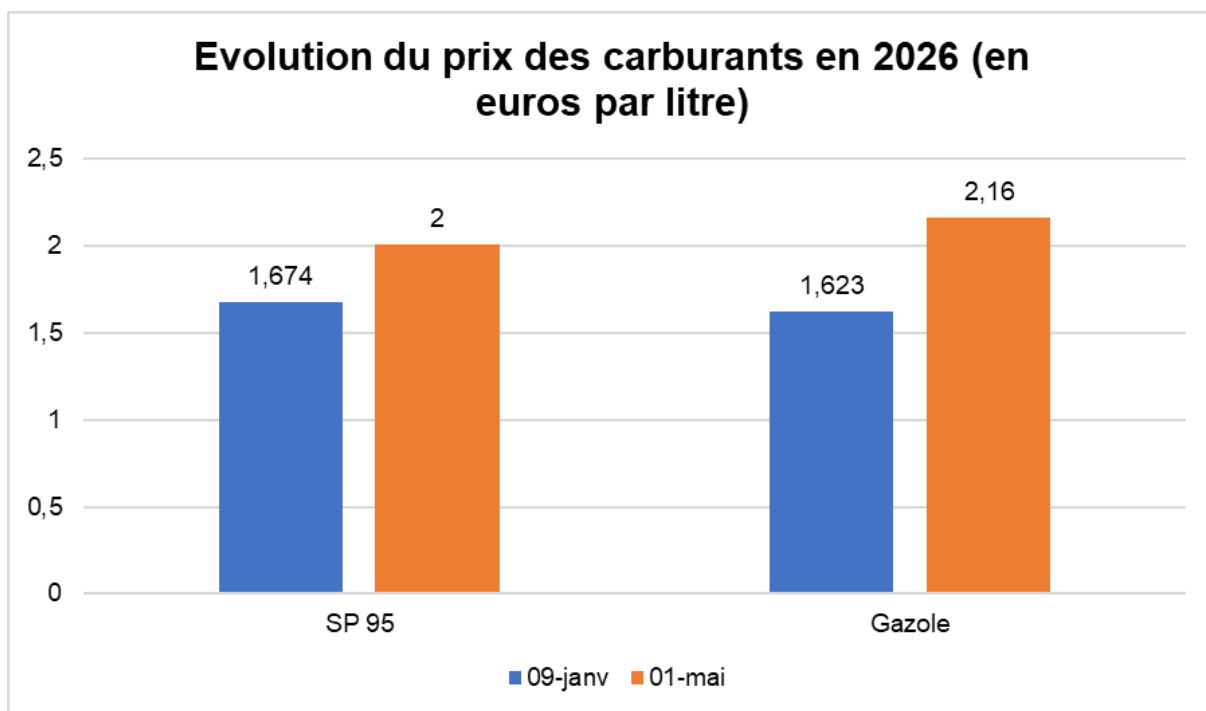
Selon l'Union française des industries pétrolières (UFIP), le prix du SP95 a augmenté de 19,5 % depuis début janvier et celui du gazole de 33,1 %. La guerre au Moyen-Orient a en effet conduit à une augmentation du prix du baril de pétrole de près de 65 % entre janvier et avril.



Source : Prixdubaril.com

Note : Cours moyen de la journée

Si cette dernière explique la majorité de l'augmentation des prix du carburant, l'accroissement plus important du prix du gazole provient des marges brutes de raffinage, dû au fait que la France n'est pas autosuffisante en gazole raffiné.



Source : UFIP, 2026

L'inflation repart à la hausse

Les prix du carburant se font ressentir sur le niveau d'inflation globale. Par ailleurs, si les autres sources d'énergie étaient jusqu'alors épargnées, le prix repère du gaz a augmenté de 15,7 % au 1^{er} mai. Ainsi, selon l'INSEE, en mars, l'inflation a été de 1,7 % sur un an, contre 0,9 % en janvier. Elle atteindrait même 2,2 % en avril et une augmentation automatique du SMIC interviendra sans aucun doute le 1er juin prochain¹.

Le gouvernement a également revu ses prévisions d'inflation pour 2026 à 1,9 % en moyenne annuelle contre 1,3 % précédemment. La guerre aurait aussi des répercussions plus globales sur l'activité économique et la prévision de croissance du PIB a été rabaissée à 0,9 % cette année contre 1 % prévu dans le projet de loi de finances (PLF) pour 2026.

La position de l'UNSA

Pour l'UNSA, les baisses généralisées de taxes, à l'instar de la TVA ou des accises sur l'énergie, le blocage des prix ou les « ristournes » sur le carburant, ne sont pas les meilleures réponses. En effet, certaines d'entre elles pourraient être très coûteuses pour les finances publiques et toutes ne tiennent pas compte du niveau de vie des consommateurs. Les ménages les plus aisés seraient même « aidés » davantage en valeur absolue.

A la date de rédaction de l'article, le gouvernement a lancé des aides pour certains secteurs d'activité (transport, pêche, agriculture) et pour certains travailleurs modestes et fait quelques annonces pour accélérer l'électrification des usages. Il réfléchit également à un plafonnement des marges des distributeurs.

¹ Si l'inflation pour les 20 % les moins aisés dépasse 2 % depuis le mois de novembre 2025, le SMIC augmentera dans les mêmes proportions le 1er juin 2025. L'INSEE estime provisoirement qu'elle a atteint 2,5 % en avril.

Sur ce dernier point, l'UNSA soutient le principe mais estime que cela n'est pas suffisant et qu'il faut regarder au-delà des marges de distribution.

Ainsi l'UNSA défend :

- La préservation du pouvoir d'achat des travailleurs et des ménages les plus modestes via des dispositifs ciblés tant que les prix de l'énergie restent élevés. L'aide annoncée par le gouvernement pour les foyers utilisant assez intensivement leur véhicule pour aller travailler et disposant de moins de 17 000 euros annuels pour une personne seule est donc un premier pas positif.
- Une vigilance sur les surprofits potentiels que pourraient réaliser certaines entreprises et l'instauration d'une contribution temporaire de solidarité pour le secteur de l'énergie en cas de surprofits, comme cela avait été le cas en 2022 et 2023.
- Un forfait mobilité durable plus favorable, de développer l'accès des ménages les plus modestes aux véhicules les moins polluants et, dans les entreprises, via le dialogue social, tenter de limiter et fluidifier les temps de trajets des salariés qui n'ont pas d'autres choix que de prendre leur véhicule.

Article rédigé par le secteur économie, emploi, formation professionnelle pour UNSA Mag n°256, mai 2026